

Conseil Municipal  
N° 476

**Objet :**  
**Révision n°1**  
**AP/CP :**  
**Déploiement de la**  
**vidéo protection**

**Du registre des délibérations du Conseil Municipal**  
**Séance ordinaire du 28 mars 2024**

Le Conseil Municipal de la Ville d'AULNOYE-AYMERIES s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances et sur convocation de son Maire en date du 15 mars 2024.

**Présents :** ALEXANDRE VIRGILE Dominique, BAUDOUX Bernard, BERNARD Serge, CARON Marianne, DEMILLY Nicole , DENYS Agnès, DESSE Janique, DURIEUX Jean, GEORGES Hugo, LAGRENE Laurent, LEROY Brigitte, N'DIAYE Betty, OUMHETA Bilel, PARIS Vanessa, POL Maxime, THURETTE Pascal, TOURNAY Sylvie, WAGER Corinne, WAGER Michel,. (19 membres).

**Ont donné procuration :** CARPENTIER François (à GEORGES Hugo), DENEUBOURG Sandrine (à DEMILLY Nicole) DEPRET Kévine (à DESSE Janique), DESSE Perrine (à DENYS Agnès), DURSANT Sébastien (à TOURNAY Sylvie), PALMISTE Logan (à CARON Marianne), VOLKAERT David (à WAGER Michel), YEDDOU Leïla (à ALEXANDRE VIRGILE Dominique) (8 membres).

**Excusés :** DEHIER Philippe, MAIRIAUX Isabelle (2 membres).

La séance s'est tenue sous la présidence de Monsieur Bernard BAUDOUX, MAIRE. Madame Agnès DENYS, adjointe, a été nommée secrétaire.

Vu le code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2311.3,R.2311.9 ;

Vu la délibération n° 365 du Conseil municipal du 28 mars 2023 portant sur l'a création de l'AP/CP « Déploiement de la Vidéo protection »

Vu la délibération n° 469 du Conseil municipal, portant adoption du budget primitif 2024 ;

Considérant qu'en application de l'article L.2311.3 du CGCT, la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de Programme. Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

Les Crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Dans le cadre du budget ville, il est nécessaire de créer une AP/CP afin de prendre en compte les crédits qui seront effectivement mandatés sur les différents exercices.

Le développement de la vidéo protection concourt à la modernisation des outils au service de la sécurité, et vise plusieurs objectifs :

- La prévention : dissuader le passage à l'acte avant même que des faits soient commis

- La flagrance : la présence d'opérateurs de vidéosurveillance et d'effectifs d'intervention rendent opérante cette dimension
- L'enquête judiciaire : les extraits de vidéo protection permettent aux enquêteurs de s'appuyer sur les images enregistrées pour en confondre les auteurs.

Articulé autour d'un Centre de Supervision Urbain, le programme de vidéoprotection de la commune se veut à la fois moderniser les outils actuels, créer les passerelles de visualisation technologiques entre la ville et le futur commissariat de Police, ainsi que déployer cet outil sur quelques lieux et espaces publics ciblés, ainsi qu'aux entrées de ville.

	Autorisation de programme TTC	Crédit de paiement 2023	Crédit de paiement 2024	Crédit de paiement 2025
<b>DEPENSE</b>	<b>1 043 100,00</b>	<b>368 016,00</b>	<b>675 084,00</b>	
CESU	368 016,00	368 016,00		
Travaux et caméras	675 084,00		675 084,00	
	-			
<b>RECETTE</b>	<b>1 043 100,00</b>	<b>368 016,00</b>	<b>675 084,00</b>	-
FIPD	210 000,00	63 000,00	147 000,00	
DSIL	120 000,00	36 000,00	84 000,00	
Région	30 000,00		30 000,00	
FCTVA	171 110,12		60 369,34	110 740,78
Part à charge	511 989,88	269 016,00	353 714,66	- 110 740,78

Au vu de l'avancement de la facturation des travaux par les entreprises et de l'intégration de dépenses pour doter de caméra la salle Ladoumègue ainsi que la maison de santé, il est nécessaire de modifier l'échéancier des crédits de paiements de l'AP de la manière suivante :

	Autorisation de programme TTC	Mandatement avant 2024	Crédit de paiement 2024	Crédit de paiement 2025	Crédit de paiement 2026
<b>DEPENSE</b>	<b>1 184 630,00</b>	<b>381 243,24</b>	<b>538 190,00</b>	<b>265 196,76</b>	-
AMO	41 520,00	25 560,00	15 960,00		
Travaux et caméras	1 143 110,00	355 683,24	522 230,00	265 196,76	-
<b>RECETTE</b>	<b>1 184 630,00</b>	<b>381 243,24</b>	<b>538 190,00</b>	<b>265 196,76</b>	-
Région	30 000,00		30 000,00		
Etat DSIL	120 000,00		96 000,00	24 000,00	
Etat FIPD	210 000,00	63 000,00	105 000,00	42 000,00	
FCTVA	194 326,71		62 539,14	88 284,69	43 502,88
FDC CAMVS	314 900,00		125 960,00	188 940,00	
Part à charge	315 403,29	318 243,24	118 690,86	- 78 027,93	- 43 502,88

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré et à la majorité (2 contre Mme Caron et Mr Palmiste par procuration).

Approuve et vote l'autorisation de programme et les crédits paiement -  
Déploiement de la vidéo protection

Précise que les crédits de paiements 2024 sont prévus au budget primitif 2024

*Et ont les membres présents, signé lecture faite.*

*« Pour extrait certifié conforme ».*

*A Aulnoye-Aymeries, le 28 mars 2024*

**Le Maire,**

